

+ 3°C, crime contre l'humanité

Alternatiba a donné une lecture très critique de l'Accord voté au Bourget. Malgré les belles déclarations et l'inscription d'un objectif -en complète contradiction avec le contenu réel de l'Accord- de maintien en dessous de 1,5°C, **la COP21 mène le monde vers un réchauffement supérieur à 3°C, ce qui équivaut à franchir les seuils incontrôlables et irréversibles d'emballement climatique.** Alternatiba affirme que la COP21 a trahi son mandat qui était de maintenir le réchauffement climatique au dessous du seuil déjà trop élevé des + 2°C. L'absence de mécanismes obligeant à réviser les objectifs de réduction de gaz à effet de serre avant 2023 est inacceptable. Pour Alternatiba, malgré les apparences trompeuses, c'est une capitulation totale et un véritable crime contre l'humanité que les chefs d'Etat viennent de voter à Paris. L'urgence est donc au renforcement des alternatives citoyennes et initiatives de transition prises par les territoires, les villes et les régions ; la pression sur les entreprises et les Etats, la mobilisation et la construction d'un rapport de force permettant de gagner des batailles décisives pour le climat dans les quelques années à venir.

Alternatiba s'inspire donc désormais d'une seconde chanson d'HK :

« C'est pas fini, pas fini, ça ne fait que commencer ! »

Une Coordination exceptionnelle du mouvement se tiendra les 20 et 21 février à Bordeaux pour mettre en place les suites de son action.



Alternatiba, une nouvelle génération debout et déterminée pour le climat

COP21 : un mois de mobilisation intense pour les militant-e-s Alternatiba

Malgré une année plus que remplie, marquée notamment par l'organisation d'une **centaine de Villages des alternatives** au changement climatique qui ont attiré plusieurs centaines de milliers de citoyens, et la traversée de 187 territoires différents en 4 mois par **le Tour Alternatiba**, les militant-e-s d'Alternatiba se sont mobilisés sur Paris pendant plus d'un mois d'affilée dans le cadre de la préparation et de la tenue de la COP21. Ils l'ont fait dans des conditions extrêmes, notamment à partir des attentats sanglants du 13 novembre, de l'état d'urgence et des interdictions des mobilisations pour le climat. Le mot d'ordre d'Alternatiba a été dès lors « On lâche rien ! », inspiré du titre d'une chanson d'HK.



Des **chaînes humaines** du dimanche 29 novembre au **rassemblement du Champ-de-Mars** du samedi 12 décembre, en passant par l'organisation du **Village Mondial des Alternatives** et la participation à de nombreuses actions directes non-violentes, Alternatiba s'est affirmé comme une force de mobilisation à part entière. Le mouvement climatique, né il y a deux ans autour d'une initiative locale sur Bayonne en Pays Basque, aura même tenu tête jusqu'au bout au gouvernement. Ce dernier était en effet décidé à interdire toute manifestation publique pour le climat, et voulait notamment, le samedi 12 décembre, empêcher toute lecture critique du contenu de l'Accord issu de la COP21.

Mobilisation non-stop pour le climat : on lâche rien !

Alternatiba avait installé une base militante fixe –le **Quartier Génial**– à l’**Ile-Saint-Denis**, commune populaire et particulièrement engagée dans une démarche ambitieuse de transition sociale et écologique. Ce QG a été inauguré le **samedi 28 novembre**, en présence de Jean Jouzel, Christophe Aguiton, Pauline Boyer, Denis Cheyssoux, Cindy Wiesner (USA), Godwin Uyi Ojo (Nigeria) et du maire de la commune Michel Bourgain. Près de 200 militant-e-s ont ainsi été logés ensemble durant les 15 jours de la COP21 dans un gymnase, aménagé en lieu de vie alternative, et servant de centre de coordination et de préparation des actions et mobilisations. Des moments de partage et de solidarité ont été organisés avec les habitants de l’Ile-Saint-Denis.



Dès le lendemain, **dimanche 29 novembre**, Alternatiba a organisé avec **ATTAC (et plusieurs autres réseaux) une grande chaîne humaine** tout le long du parcours de la marche pour le climat interdite. Le thème en était « Etat d’urgence climatique – Pour un climat de paix ». Les 15 jours précédents avaient été marqués par les attentats sanglants du 13 novembre puis l’état d’urgence décrété par le gouvernement et l’interdiction de tout rassemblement. Ces événements ont fait vivre les militant-e-s Alternatiba montés à Paris pour préparer les mobilisations de la COP21 dans un état de tension et d’instabilité permanente. Une détermination sans faille et une capacité d’organisation et de mobilisation militante exceptionnelle pour un mouvement aussi jeune, a permis à Alternatiba de garder toute sa cohésion et son efficacité pendant cette période compliquée.



L’organisation du **Village Mondial des Alternatives** s’est poursuivie pendant **tout ce temps**. Les militants ont continué à travailler d’arrache-pied malgré la quasi-certitude de voir l’évènement interdit. Il aura finalement lieu, en même temps que le Climat Forum de la Coalition Climat 21, et présentera 277 solutions concrètes pour relever le défi climatique, provenant de plus de 20 pays différents. Il connaîtra un vrai succès et réunira près de 30 000 personnes sur deux jours.



Les militant-e-s d'Alternatiba ont en outre activement participé pendant plus d'un mois à une série d'actions non-violentes et déterminées pour le climat, organisées par le mouvement Action Non-Violente COP21 et par l'Appel des Faucheurs de chaises : scène de crime climatique installée devant le siège central de Total, réquisitions de chaises dans des banques facilitant l'évasion fiscale, actions de dénonciation des subventions publiques aux énergies fossiles, rassemblement devant le siège central de la BNP, occupation d'un autre siège de la même banque, sommet des 196 chaises pour présenter des propositions de financement de la transition sociale et écologique, occupation du siège de l'Union Française des Industries Pétrolières.



Détermination et rapport de force non-violent

La réussite de la chaîne humaine du 29 novembre et des diverses mobilisations tenues en régions le même jour, puis celle du Village Mondial des Alternatives, ont rendu de moins en moins tenable la position du gouvernement interdisant tout rassemblement pour le climat le 12 décembre. Un **Appel au maintien des mobilisations** avait rassemblé en quelques jours 23 000 signatures de personnalités et citoyen-ne-s divers-e-s. Le jeudi 3 décembre, Alternatiba a formulé au ministre de l'Intérieur lui-même, dans le cadre d'une délégation de la Coalition Climat 21, la volonté d'organiser un rassemblement le 12 décembre au Champ-de-Mars. Malgré la levée de l'interdiction des rassemblements, le gouvernement a réaffirmé dès le lendemain son refus d'autoriser toute mobilisation pro-climat à ciel ouvert ce jour-là. A l'unanimité des 150 participant-e-s d'une assemblée d'Alternatiba tenue le 8 décembre, il a été décidé de passer outre le veto du gouvernement et de rendre public **l'appel à un rassemblement le 12 décembre**, ainsi que de le maintenir en cas d'interdiction et malgré les risques d'arrestations massives.

L'appel au rassemblement a été lancé -avec plusieurs autres organisations comme les Amis de la Terre, ANV-COP21 ou l'UNEF, membres ou pas de la Coalition Climat 21- dès le 9 décembre. Il a fait l'objet de distributions massives de tracts, notamment au Bourget. Le gouvernement a renouvelé l'interdiction de ce rassemblement, mais devant la détermination des militant-e-s à le maintenir et la perspective de terminer la COP21 par des milliers d'arrestations, il a finalement cédé le vendredi 11 décembre et autorisé la manifestation la veille de sa tenue. Près de 700 militants mobilisés en 2 jours (dont plus de 500 provenant d'Alternatiba et ANV-COP21) ont parfaitement encadré et sécurisé cette manifestation qui s'est déroulée sans le moindre incident. **20 000 personnes se sont ainsi rassemblées entre la Tour Eiffel et le Mur de la Paix du Champ-de-Mars**, pour déclarer l'état d'urgence climatique et dénoncer le contenu de l'Accord en cours de finalisation au Bourget. Le combat pour la justice climatique y a été présenté comme une des conditions indispensables à la construction d'une paix durable et de sociétés soutenables.

